

France-Créteil: Building-cleaning services

OJ S 129/2021 07/07/2021

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Département du Val-de-Marne

Postal address: direction de la logistique — immeuble Echat — avenue du Général de Gaulle

Town: Créteil Cedex

NUTS code: FR107 Val-de-Marne

Postal code: 94054

Country: France

Contact person: Monsieur le président du Conseil départemental

E-mail: DL-scop@valdemarne.fr**Internet address(es):**Main address: <http://www.valdemarne.fr>Address of the buyer profile: <http://www.valdemarne.fr/marches.publics>**I.3. Communication**The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=786095&orgAcronyme=a8z>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=786095&orgAcronyme=a8z>Electronic communication requires the use of tools and devices that are not generally available. Unrestricted and full direct access to these tools and devices is possible, free of charge, at: <http://www.maximilien.fr>**I.4. Type of the contracting authority**

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Nettoyage de locaux départementaux immeuble Echat

Reference number: DL-2021-04

II.1.2.

Main CPV code

90911200 Building-cleaning services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Le présent marché a pour objet le nettoyage courant de locaux de l'immeuble ECHAT situé 121 avenue du Général de Gaulle à Créteil.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 640 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description**II.2.2. Additional CPV code(s)**

90919200 Office cleaning services, 90911300 Window-cleaning services, 90911200 Building-cleaning services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR107 Val-de-Marne

Main site or place of performance: Val-de-Marne.

II.2.4. Description of the procurement

Le présent marché a pour objet le nettoyage courant de locaux de l'immeuble Echat situé 121 avenue du Général de Gaulle à Créteil.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Valeur technique / Weighting: 60

Price - Weighting: 40

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 160 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 14

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

L'accord-cadre prendra effet à compter de sa date de notification et au plus tôt le 17.10.2021 jusqu'au 31.12.2022. Il sera ensuite reconductible au 1er janvier de chaque année, par décision tacite de l'administration, sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

La valeur annuelle est donnée à titre informatif, et ne constitue pas un engagement formel de l'administration. Montants annuels: minimum 90 000 EUR HT — maximum 800 000 EUR HT. Montants pour toute la durée du marché (quatre ans): minimum: 360 000 EUR HT — maximum: 3 200 000 EUR HT.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Ne seront pas admises les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles R. 2142-1 à R. 2142-14, R. 2142-19 à 27, R. 2143-3 à R. 2143-16 du code de la commande publique et les candidatures ne démontrant pas l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou ne présentant pas de garanties professionnelles, techniques, économiques et financières suffisantes au regard des documents demandés à l'article 4.1. du règlement de consultation. Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés à la condition expresse qu'il précise dans son dossier de candidature où le pouvoir adjudicateur peut se procurer les informations gratuitement auprès d'un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. À titre indicatif, le candidat peut déposer gratuitement les documents et informations dans le coffre-fort Entreprise de la plateforme Maximilien. Dans ce cas, l'entreprise doit accepter de les rendre visibles par l'acheteur public et veiller à ce que les pièces soient en cours de validité. Les candidats peuvent utiliser soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), soit le Document unique de marché européen (DUME), soit un format libre pour présenter leur candidature, accompagnés des éléments demandés au RC. La réponse est électronique. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature de l'acte d'engagement n'est plus exigée (elle est permise) dès le dépôt de l'offre. Elle ne sera exigible que du candidat retenu. Aucune forme de groupement n'est imposée.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents;
- le procès-verbal de la séance du comité économique et social. Les entreprises de cinquante salariés et plus devront fournir le procès-verbal de la séance du comité économique et social tel que prévu aux articles 1 et 9 de l'ordonnance n° 2017-386 du 22.9.2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales, obligatoire depuis le 1.1.2020 ou à défaut une attestation indiquant que la société n'est pas soumise à la transmission du PV du CSE (entreprises de moins de 50 salariés).

Minimum level(s) of standards possibly required:

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

— déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

— liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

Le Département du Val-de-Marne a affirmé sa volonté de s'inscrire dans une démarche d'insertion professionnelle permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. L'attention des candidats est donc appelée sur le fait qu'en application des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le titulaire du marché aura l'obligation, dans le cadre de l'exécution du marché, de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, dans les conditions précisées à l'article 1.5 du CCAP.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 16/08/2021 Local time: 16:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 5 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 17/08/2021 Local time: 00:00

Information about authorised persons and opening procedure: Cette date est donnée à titre informatif, la séance n'est pas publique.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published:

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis: un nouvel avis d'appel public à la concurrence relatif au même objet devrait être publié au cours du 2e trimestre 2025.

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information

Visites sur site: afin d'apprécier avec exactitude la nature des prestations, la configuration des locaux et de prévenir les difficultés qui pourraient survenir au cours de l'exécution, des visites du site seront organisées par l'administration, durant la mise en consultation du présent marché. Les visites devront être effectuées au plus tard le 4.8.2021. Pour visiter les lieux, les entreprises sont invitées à prendre un rendez-vous ferme à l'adresse suivante: dl-smg@valdemarne.fr. À l'issue de cette visite, le certificat de visite sera contresigné par l'administration, et remis au candidat. Ce dernier devra obligatoirement joindre ce certificat lors de la remise de son offre. L'absence de visite entraînera le rejet de l'offre. Les modalités de remise des offres sont spécifiées au règlement de la consultation et dans son annexe. La consultation des avis, le retrait des DCE et le dépôt des questions éventuelles ainsi que des offres par voie électronique sont obligatoires sur le site www.valdemarne.fr/marches-publics ou depuis le portail Maximilien (<http://www.maximilien.fr>), plate-forme des marchés publics franciliens ou depuis l'adresse internet des adresses complémentaires. La transmission des plis, obligatoire par voie électronique, s'effectue conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du code de la commande publique et à la réglementation en vigueur, sauf copie de sauvegarde. Cette copie de sauvegarde devra parvenir par tous moyens permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et d'en garantir la confidentialité. Pour son envoi postal: Conseil départemental du Val-de-Marne — direction des finances et des marchés — service des marchés — immeuble Thalès — 94054 — Créteil Cedex. Pour les dépôts sur place, contre récépissé (coursier, organisme spécialisé dans le transport express de plis et de colis), veuillez-vous présenter à l'adresse suivante: direction des finances et des marchés — service des marchés (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00) — immeuble Thalès — bureau 156 au 25 rue Olof Palme à Créteil, avant la date limite de remises des plis. Chaque pli portera la mention suivante: «Copie de sauvegarde» — Ne pas ouvrir. Accord-cadre relatif à «Nettoyage de locaux départementaux immeuble Echat», ainsi que le nom de la société expéditrice. L'unité monétaire est l'euro. Les sommes dues en exécution du marché seront réglées par mandat administratif dans un délai global de paiement de 30 jours dans les conditions prévues par les règles de la comptabilité publique, conformément aux articles L. 2191-1 à L. 2192-15 et R. 2191-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique et à la réglementation en vigueur. Le financement est inscrit au budget départemental. Les prix sont révisables dans les conditions fixées à l'article 9.2 du CCAP. Au regard des prestations attendues, aucune caution ni garantie ne sont exigées. Dans le cadre de la dématérialisation de la facture et conformément à la réglementation en

vigueur, les factures électroniques doivent obligatoirement être déposées par l'entreprise attributaire sur le portail Chorus Pro. Plus d'informations sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>. Les entreprises disposent également d'une hotline au: +33 176647408 pour l'assistance éventuelle au téléchargement. Il est fortement conseillé de s'inscrire lors du téléchargement du dossier de consultation pour être alerté des éventuelles modifications ou précisions sur les consultations téléchargées.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Melun
Postal address: 43 avenue du Général de Gaulle, case postale 8630
Town: Melun Cedex
Postal code: 77008
Country: France
E-mail: Greffes.ta-melun@juradm.fr
Telephone: +33 160566630
Fax: +33 160566610
Internet address: <http://Melun.tribunal-administratif.fr>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:
Selon les dispositions des articles R. 421-1 et L. 551-1 et suivants du code de justice administrative.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Melun
Postal address: 43 avenue du Général de Gaulle, case postale 8630
Town: Melun Cedex
Postal code: 77008
Country: France
E-mail: Greffes.ta-melun@juradm.fr
Telephone: +33 160566630
Fax: +33 160566610
Internet address: <http://Melun.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

02/07/2021